
En 1958, la Fédération de France du FLN est parvenue en l'espace d'à peine trois années, malgré la répression policière et la rivalité avec le MNA, à s'implanter puis à s'enraciner au sein de l'immigration algérienne au point d'en devenir indissociable. Le FLN a renforcé le dynamisme communautaire en lui donnant un sens et un sentiment de fierté. Ainsi s'opère une transition spectaculaire : le passage d'une communauté à une contre-société.

La réaction des pouvoirs publics est pour le moins ambivalente : une répression sévère associée à une action sociale multiforme.

Il apparaît clairement aux yeux des autorités que la misère des immigrés est un terreau favorable pour les nationalistes. Des services sociaux spécialisés sont ainsi mis en place en ciblant tous les domaines d'action : aide sociale, secours médical, action sanitaire, alphabétisation, formation, hébergement, emploi...

Si l'action sociale est réelle, elle camoufle mal un objectif idéologique : montrer à la communauté algérienne que l'État français est seul à même de résoudre efficacement ses difficultés. L'autre but est en quelque sorte opérationnel : ces services sociaux se révèlent très efficaces pour le renseignement.

L'action répressive est confiée pour le département de la Seine à la Préfecture de police. Maurice Papon est nommé à sa tête en mars 1958. C'est à lui que revient la mission de contrer les activités nationalistes puis les vagues d'attentats lancées à partir du mois d'août de la même année, lorsque le FLN décide d'ouvrir un second front en France. Le nouveau chef de la police parisienne bénéficie d'une large expérience des questions nord-africaines acquise au cours de ses dernières affectations⁵⁰. À Paris, il innove en appliquant la stratégie auparavant suivie sur le territoire algérien c'est-à-dire une répression violente, avec le recours à des forces supplétives, associée à un dialogue permanent grâce à des services spécialisés chargés d'assister la population⁵¹ et qui remplissent officieusement une mission d'action psychologique et de renseignement.

Peu après la prise de fonction de Maurice Papon, est créé le SCAA : le Service de coordination des Affaires algériennes chargé de centraliser les renseignements pour une action répressive confiée aux forces de police mais aussi à partir de fin 1959 à une harka : la force de police auxiliaire composée de supplétifs algériens. Ils sont pour la plupart recrutés par contrat directement en Algérie puis en métropole parmi les immigrés récalcitrants ou opposés au FLN. Les 220 Harkis de la préfecture de police mènent des actions pour le moins musclées en particulier dans les 13^e et 18^e arrondissements de Paris qui consistent en des arrestations suivies de séquestrations, tortures et parfois liquidations physiques⁵². Dans le cadre de cette action répressive, des arrestations massives, pouvant être qualifiées de rafles, sont effectuées au sein de la communauté algérienne. Les individus arrêtés sont placés dans divers centres de regroupement sans qu'un délit ait été commis. Tout « Nord-Africain » jugé suspect peut y être interné sans jugement sur simple décision administrative. Sont utilisés l'ancien vélodrome d'Hiver⁵³ puis les gymnases Jaurès et Japy auxquels s'ajoute le centre du boulevard MacDonald. Cependant ces centres deviennent rapidement insuffisants. Le préfet de police obtient la création d'un centre d'internement administratif à Vincennes qui ouvre ses portes en janvier 1959⁵⁴.

La répression culmine dans la nuit du 17 au 18 octobre 1961 lorsqu'à l'appel du FLN, 22 000 Algériens défilent dans les rues de la capitale pour protester contre le couvre-feu imposé depuis le 5 octobre. 11 000 manifestants sont arrêtés et subissent les pires violences. Au moins une centaine d'Algériens trouve la mort sous les coups et les tortures de la police⁵⁵. Le 5 juillet 1962, l'indépendance est fêtée à Paris comme en banlieue à grand renfort de chants et de drapeaux. Elle ne marque pas pour autant de retour massif au pays, mais au contraire la poursuite puis l'accélération de l'immigration proprement dite⁵⁶.

Une page se tourne, celle d'un fait historique inédit : un État mène une « guerre sans nom » et transpose en métropole des expériences coloniales face à une immigration mobilisée pour son indépendance.

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

Yvan Gastaut

Nous pouvons remercier Peggy Derder pour cette intervention très claire. Tu as bien balisé le terrain et nous avons bien saisi l'enjeu. Je reviens juste sur ce que tu as dit au départ. De 1954 à 1962, nous nous trouvons en présence d'une immigration qui est encore coloniale, c'est-à-dire « française », mais finalement, la manière dont on traite la population nord-africaine à l'époque nous ramène à la manière de traiter les étrangers en tant que tels. Le 17 octobre 1961, il y a aussi des mesures d'éloignement, de retour en Algérie.

Peggy Derder

Le 17 octobre 1961, des mesures d'éloignement sont prises, mais la date du 1^{er} novembre 1961 approche. Les pouvoirs publics ne les renvoient pas massivement en Algérie, notamment parce qu'ils ont peur qu'il y ait de grosses manifestations à la date du 1^{er} novembre 1961, la date d'anniversaire de la « Toussaint rouge »⁵⁷. Les travaux des deux historiens britanniques que j'ai mentionnés sont intéressants parce qu'ils montrent bien que le 17 octobre 1961 s'inscrit dans une lignée de violences policières, de violences coloniales importées sur le territoire métropolitain. Le 17 octobre 1961 est en quelque sorte une apogée, mais n'est pas un fait isolé, contrairement à ce que l'on a pu entendre ou à ce que l'on a pu penser à plusieurs reprises.

Yvan Gastaut

La violence coloniale, après avoir été lointaine au Français de l'Hexagone, se retrouve en 1961 en quelque sorte placée au cœur de la métropole. Le 17 octobre est encore une fois une question de chiffres. Les historiens se sont beaucoup opposés par rapport au nombre de victimes à cette occasion, qui est encore indéterminé. Indépendamment des aspects politiques, les travaux de Benjamin Stora ont montré que cette période d'avant la seconde guerre mondiale nous ramène un peu à la migration provinciale à Paris, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle où le processus de circulations est le même⁵⁸. Ces circulations ne font pas passer des populations d'un pays à l'autre, mais se font à l'intérieur d'un même pays. Elles ne sont pas vraiment des migrations, mais elles en ont toutes les formes. Nous passons maintenant aux questions.

Marc Valentin,

Professeur d'histoire-géographie à la retraite

Je suis très heureux de la tenue de ce colloque. Il se trouve qu'il y a une vingtaine d'années, quand je m'occupais de la mise en œuvre du site industriel de Noisiel, j'ai eu l'occasion d'organiser une conférence avec la venue de Gérard Noiriel. Je voulais d'abord remercier mesdames de ces deux exposés très synthétiques et riches de contenu. Je voudrais revenir sur ce que vous avez dit, madame de Wenden, à propos de l'immigration dans l'Entre-deux-guerres et faire le lien avec l'exposé de madame Derder. Vous avez très bien rappelé que l'immigration de l'Entre-deux-guerres est massive, collective et organisée. Vous avez souligné le rôle de la SGI⁵⁹ et vous avez parlé des conventions bilatérales, qui ne fonctionnent que dans un sens, telle que la convention franco-polonaise en 1919. Pour couvrir les besoins en main-d'œuvre agricole, industrielle, après 1914-1918, il y a un appel massif. Je voudrais revenir sur le phénomène des réfugiés politiques qui deviennent au bout de quelque temps des immigrants économiques. C'est le cas des Russes et des Arméniens qui sont dans une situation de perte de nationalité parce que déchus par le pays d'origine. Il va falloir – et ça, c'est un problème de statut – trouver la solution des passeports Nansen⁶⁰. Ensuite, il y a l'extension aux Autrichiens après l'Anschluss. Ensuite, il y a le cas des Espagnols au moment de la Retirada⁶¹, qui sont des centaines de milliers. Se pose aussi la question de l'absence d'unité politique à l'intérieur du groupe des réfugiés. Cela nous renvoie aussi à l'exposé suivant. Je voulais simplement insister sur ce sujet parce qu'il me paraît être une dimension importante. On va le voir avec la lutte entre Messalistes et partisans du FLN à l'intérieur de la communauté algérienne, dans un processus de décolonisation⁶². Je crois que la dimension politique devient importante à partir de l'Entre-deux-guerres. J'aurais pu parler aussi des réfugiés politiques italiens – les *fuorusciti*.

Catherine Wihtol de Wenden

Je l'ai évoqué pendant la période antérieure du XIX^e siècle, mais je ne suis pas revenue sur les réfugiés du XX^e siècle. Cette période a été une période d'accueil tous azimuts de gens qui venaient d'orientations politiques très différentes, puisqu'il y avait aussi bien des Russes tsaristes, des républicains espagnols, que les *fuorusciti* italiens.

Hélène Lajournade,

Rectorat de Versailles, délégation académique à l'action culturelle

Je représente l'Éducation nationale. Je suis tout à fait ravie d'assister à ces échanges parce qu'ils me nourrissent personnellement et parce qu'ils sont vraiment en lien avec les préoccupations que nous avons, au sein de notre académie de Versailles, par rapport aux enseignants et aux élèves. Dès le départ, nous nous sommes engagés auprès de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Depuis, nous avons construit

de nombreux projets, dans plusieurs domaines. Pour les enseignants, c'est vraiment un lieu ressource. Nous avons également organisé des formations avec la Cité. Cela nous paraît très important. Dans ce colloque, l'Éducation nationale a peu de place, ce qui est normal puisque tel n'était pas le but, mais l'école a été évoquée plusieurs fois et il me semble qu'elle est un endroit très important. Les élèves viennent d'horizons très différents et au travers des projets que nous menons dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle, nous pouvons aborder la question de la mémoire, la question de son origine, d'une entité, le rapport à l'autre. Pour les enseignants, il est très important de pouvoir travailler sur toutes ces questions. Dans la création culturelle et artistique contemporaine, on voit aussi que beaucoup d'artistes s'emparent des écritures, etc. Il me paraissait important de dire que l'école est très impliquée dans toutes ces questions.

Yvan Gastaut

Nous l'avons souligné et vous le dites à nouveau. Nous étions récemment avec Catherine dans une session de formation des enseignants, à Marseille, les « Rencontres de la Durance »⁶³. Le monde enseignant se montre très concerné par ces sujets. C'est très heureux et cela ne fait que corroborer ce que l'on disait tout à l'heure, au cours de la première session. Ces recherches en sciences sociales et politiques sur l'immigration ont tendance à se diffuser dans différents milieux, différents secteurs. Des formations se développent dans le monde enseignant mais aussi associatif ou médical. Avec François Brun et Catherine, nous faisons partie du CIEMI qui développe des formations de ce type avec d'excellents résultats⁶⁴. Je crois qu'il est nécessaire de s'adresser au plus grand nombre, sinon des recherches limitées à un cadre universitaire resteraient un peu vaines. Régulièrement, nous sortons de nos laboratoires pour diffuser ces travaux dans un contexte plus général.

Peggy Derder

Les enseignants transmettaient déjà beaucoup sur l'histoire de l'immigration, mais la transmission va désormais être encore plus importante, dans le sens où l'immigration est mentionnée explicitement dans les programmes officiels, dans le cadre de la réforme des programmes de collège et de lycée. C'est le cas en classe de troisième et en classe de première. Ce n'est pas simplement en histoire, mais également dans d'autres disciplines, ce qui est d'autant plus intéressant. On retrouve la transdisciplinarité dont parlait Marie Poinot tout à l'heure. C'est également en littérature, en histoire des arts. Énormément de choses sont possibles et sont d'ailleurs rassurantes.

Une exposition temporaire est programmée à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, à partir de septembre 2012, sur l'immigration algérienne dans la société française pendant la guerre d'Algérie⁶⁵. Elle aura pour commissaires Benjamin Stora et Linda Amiri⁶⁶. Nous pensons à chaque fois à la portée éducative et pédagogique des expositions qui sont présentées.

Naïma Yahy,

Chargée de recherches à l'association Génériques

J'ai une question pour Peggy concernant l'immigration algérienne. Est-ce que tu as des éléments pour éclaircir la place spécifique des femmes algériennes dans cette immigration, pendant la guerre d'Algérie, sa caractéristique et sa réalité ?

Peggy Derder

On n'observe pas ou de manière extrêmement marginale de migrations de femmes seules. Il y a un début de regroupement familial, avec des femmes et des enfants. Elles sont principalement en Île-de-France, dans les bidonvilles puisque le logement en foyer ou en hôtel meublé n'est absolument pas adapté aux familles. Elles jouent un rôle important dans les combats nationalistes en métropole. C'est sans doute également le cas pour les enfants.

Naïma Yahy

Je m'interroge sur le poids du 17 octobre 1961 quant à l'image du poids de la femme algérienne dans l'immigration. Cette femme sort de l'ombre à l'occasion de cette manifestation et de la répression sanglante

qui va suivre. Les jours et les nuits suivantes, il y a vraiment l'émergence de cette figure féminine, notamment dans la presse. On découvre ces femmes. Ce n'est pas cette nébuleuse masculine qui est décrite depuis des décennies, mais ce sont ces femmes et ces enfants qui commencent à occuper les représentations médiatiques de l'immigration algérienne, en temps de guerre, entre 1954 et 1962.

Peggy Derder

D'ailleurs, l'appel du FLN pour la manifestation du 17 octobre 1961 ne dit pas que seuls les hommes doivent se rendre sur les lieux de rassemblement, mais les hommes, les femmes et les enfants. C'est une manifestation familiale, non violente puisque tous les manifestants sont systématiquement fouillés par le service d'ordre du FLN pour vérifier qu'ils ne portent aucune arme. C'est une manifestation en quelque sorte familiale. Les femmes et les enfants sont présents. Ils ne sont pas arrêtés. On arrête les hommes parce qu'ils représentent soi-disant cette nébuleuse menaçante, mais, dès le 18 octobre et dans les jours qui suivent, des manifestations de femmes sont organisées pour protester contre la répression du 17 octobre, pour reprendre les mots d'ordre du soir du 17 octobre contre le couvre-feu et pour demander la libération des manifestants arrêtés. À cette occasion, émerge cette figure de la femme immigrée algérienne, cette immigration familiale.

Yvan Gastaut

La question des temporalités est intéressante. On peut superposer les temporalités en fonction de l'angle donné à sa recherche. Il y a une temporalité sociale, le plus souvent retenue, mais aussi pourquoi pas sociale ou culturelle. On peut parler des flux et de la manière dont par exemple les arrivées d'Algériens se sont développées et se sont accélérées dans la période que tu évoques. On pourrait aussi parler des flux liés à l'activité politique. Et puis, il existe aussi une temporalité propre au regard français qui rendrait la séquence un peu différente, avec des bornes chronologiques qui peuvent remonter en amont. Le 8 mai 1945, les massacres de Sétif mettent déjà en évidence des formes de rejet de « l'Arabe ». Avant 1954, certaines formes de rejets existent aussi en France, y compris policiers. Il y a des rafles en 1950. Le 14 juillet 1953, une manifestation a été réprimée dans le sang.

Peggy Derder

Elle a fait sept morts.

Yvan Gastaut

Finalement, il y a une continuité qui va au-delà de 1962. Est-ce que 1962 est une césure ?

Peggy Derder

Pas forcément. Les violences que tu évoques, notamment celles du 14 juillet 1953, montrent que nous sommes dans une continuité.

Yvan Gastaut

En termes de regard, la Toussaint rouge n'est pas forcément un début. Merci pour votre présence et votre écoute. Merci à Catherine Wihtol de Wenden et à Peggy Derder.
